

mais ils s'abstiennent de faire des achats, effrayés qu'ils sont par toutes rumeurs et clameurs au sujet des temps durs. Les classes ouvrières et les hommes d'affaires savent qu'il existe une crise, provoquée par l'attitude du Gouvernement.

Le 21 décembre, le ministre de l'Agriculture (M. Fisher) nous a déclaré que la question de la balance du commerce est un simple épouvantail et qu'on a démontré la fausseté de cette théorie. Au cours de l'avant-dernier exercice, nos importations ont dépassé nos exportations de \$53,000,000, y compris grain, beurre, fromage, viandes de porc, bacon, bois, bref tous les produits du pays. Cette année, nos importations ont dépassé de \$120,000,000 tous les produits que nous avons exportés. Et cependant, le ministre de l'Agriculture prétend que cet épouvantail n'existe plus. Qu'il s'adresse donc au premier cultivateur venu et lui demande le chiffre des produits de sa terre pour une année.

Le cultivateur pourra lui dire: Après avoir payé les gages, les taxes et les dépenses, j'aurai un excédent de \$1,000, mais je dois demander à ma femme le chiffre des dépenses du ménage. La femme consulte les chiffres et dit: "Tous les comptes sont ici; ils sont tous acquittés et montent à \$1,500. Le cultivateur a un excédent de \$1,000. N'est-il pas endetté de \$500? Ainsi en est-il du pays. Nos achats de marchandises ont dépassé de \$120,000,000 nos ventes et le pays est en perte de \$120,000,000 aujourd'hui.

Notre système de banques est le meilleur qui existe au monde, et nos populations ont pleine confiance dans ce système. Les banques, sous ce régime, ont fait l'impossible pour faciliter la marche des affaires du pays et à mon avis, on ne saurait trop reconnaître le mérite de ce système. Le ministre des Finances a annoncé qu'il viendrait au secours des banques, en leur avançant de l'argent pour le transport des récoltes. Les banques ont suffisamment de capitaux, et n'ont pas besoin de ces secours. Il était venu de l'Ouest une rumeur que les banques ne feraient pas de prêts et alors le ministre déclara qu'il se porterait à leur aide. Les banques, paraît-il, n'ont pas demandé d'aide, mais le ministre, en vue de se concilier la faveur populaire, déclara qu'il viendrait à leur aide. Que pouvait donc faire le Gouvernement? A-t-il des fonds à sa disposition? Qu'a-t-il fait des \$60,000,000 que le public lui a confiés en dépôt? Est-ce là ce qu'il veut jeter en pâture aux banques? Non, tout cela a été dépensé dans la gestion des affaires du pays, en dépit des énormes taxes que le Gouvernement a perçues. Que, demain même, le public demande le remboursement de ce dépôt de \$63,000,000, le Gouvernement lui dira: "Nous sommes insolvable; nous n'avons pas les deniers voulus pour vous payer. Le gouvernement des Etats-Unis tient en réserve dans sa caisse, des deniers qu'il peut puiser, pour venir au secours des

M. TAYLOR.

banques; mais notre Gouvernement n'a pas d'argent. Il a emprunté \$63,000,000 des dépôts confiés par le public aux caisses d'épargne postale; il a dépensé ces deniers et pour quels achats? En bagatelles qu'il a payées le double et le triple de leur valeur, comme cette soupière, achetée pour ce bateau du Saint-Laurent. Après avoir demandé aux douanes et au revenu intérieur deux et trois fois plus de recettes que n'en a perçu le gouvernement précédent, il a tout dépensé cela, outre ces \$63,000,000 empruntés du public à 3 p. 100. S'il avait aujourd'hui ces deniers en caisse, ne pourrait-il pas les prêter aux banques, pour leur aider à traverser ces temps difficiles?

Consultons la statistique, pour voir ce que les banques ont fait. Les banques, il est vrai, ont quelques fonds, en dehors du Canada, sous forme de prêts remboursables à demande. J'ai sous les yeux l'état des banques, pour le 1er décembre, où il est dit que les banques ont placé en dehors du Canada, en prêts tant à demande qu'à courte échéance, \$43,500,000, et sans doute il y a une forte partie de ces prêts aux Etats-Unis.

En outre, en dehors du Canada elles ont des prêts courants jusqu'à concurrence de \$22,928,000, soit une totalité de \$66,437,000 du capital des banques prêté en dehors du Canada, en revanche, elles ont en dépôts effectués par des personnes en dehors du Canada, \$53,407,203, et en soldes dus aux agences des banques ou à d'autres agences ou banques du Royaume-Uni, elles ont \$16,330,000. Elles ont en caisse ces sommes dues à d'autres banques et une de nos plus importantes banques a un emprunt de \$9,757,000 en Angleterre. Ainsi nos banques ont reçu de diverses sources étrangères au pays des sommes montant à \$73,523,000, contre \$66,000,000 qu'elles ont placés en dehors du Canada, en prêts à courte échéance. Elles ont donc, dans leurs caisses, une balance de plus de \$1,000,000 de fonds étrangers, à faire valoir contre les emprunts effectués à New-York.

Envisageons maintenant la question sous son autre aspect. Il y a dans les banques, au Canada, \$157,185,000 de dépôts faits par le public et payables à demande; il y a, en outre, \$402,626,000, de dépôts faits par le public, payables après avis, ou à date fixe, soit une totalité de \$560,000,000 de dépôts que les banques doivent au public canadien. Et qu'ont-elles fait de cet argent? Elles ont au Canada, \$556,000,000 en prêts courants, consentis aux manufacturiers et aux marchands, pour l'exploitation de leurs affaires; elles ont, en outre, en prêts à demande et à courte échéance, sur les actions et les obligations au Canada, \$44,000,000, soit une totalité de \$601,000,000 ou un excédent d'environ \$41,000,000 en prêts effectués hors du Canada, sur les dépôts du public. La situation de nos banques à cet égard est excellente. Si le Gouvernement avait en caisse ces \$60,000,000